

Pour ou contre la « Machine universelle » ?

Le débat Bouvery/Pétetin dans *L'Echo de la Fabrique*, en 1832

Lyon, automne 1832. Le premier, Joseph Bouvery, est un canut, chef d'atelier - c'est-à-dire tout petit patron - mutualiste militant à une époque où la loi Le Chapelier (1791) proscrit toute « corporation professionnelle ». Il collabore en outre à *L'Echo de la Fabrique* (octobre 1831-mai 1834), le premier journal ouvrier en France, fait par des ouvriers pour des ouvriers. Huit pages sur deux colonnes, publiées chaque dimanche.

Le second, Anselme Pétetin (1807-1873), est un jeune journaliste républicain, rédacteur en chef du *Précurseur* (1826-1834), autre feuille lyonnaise parmi les journaux locaux de toutes tendances, qui ne cessent d'apparaître et disparaître.

Entre les deux sanglantes insurrections de novembre 1831 et d'avril 1834, syndicalistes ouvriers et intellectuels libéraux débattent intensément de cette nouvelle société industrielle, alors en plein essor. La question des machines est l'une des plus discutées. Sont-elles une bonne ou une mauvaise chose pour les ouvriers ? pour la société ? Voilà toute la controverse entre Joseph Bouvery et Anselme Pétetin, poursuivie dans sept numéros de *L'Echo de la Fabrique*, du 9 septembre au 18 novembre 1832. De cette controverse, nous republions ici les extraits essentiels, les arguments de fond. A peu près les mêmes qu'échangent aujourd'hui les syndicalistes soucieux des effets du calcul machine (IA) sur l'emploi des salariés, et les idéologues enthousiastes de « l'innovation technologique » comme solution à tous les problèmes.

Joseph Bouvery n'est pas plus un briseur de machines qu'un syndicaliste d'aujourd'hui. Il en possède en tant que chef d'atelier. Il travaille avec – mais – il voudrait réguler leur introduction, leur usage, et compenser leurs effets négatifs pour les ouvriers. Quant à Anselme Pétetin, 25 ans avant les *Grundrisse* de Marx (1857), 148 ans avant les *Adieux au prolétariat* d'André Gorz (1980), il prophétise hardiment l'avènement d'une « machine universelle » (*sic*) dont il ne s'agit plus que d'exproprier « les gros capitalistes », afin que gérée démocratiquement, elle serve au bien-être général – il ne prononce pas les mots de « revenu universel garanti ».

L'exemple des révoltes luddites (1811-1812), vingt ans plus tôt, de la *déshumanisation* indissociable d'une *machination* générale, du ravage industriel des villes et des campagnes anglaises, n'a pas servi d'avertissement. Le dernier mot de la gauche technocratique après deux siècles de pollutions et destructions planétaires – malgré toute son agitation sur le réchauffement climatique – demeure : « Une autre machine est possible ». L'« écosocialisme » ? L'électricité + les réseaux sociaux. Autant revenir aux termes originaux de ce débat entre « machinistes modérés » et « machinistes extrémistes », ils avaient déjà tout dit¹.

¹ Lire « Machines et machinations : le débat entre Anselme Pétetin et Joseph Bouvery » par Ludovic Frobert, dans *L'Echo de la Fabrique. Naissance de la presse ouvrière à Lyon*. 2010. ENS éditions & Institut d'histoire du livre. Pour lire *L'Echo de la Fabrique* et l'intégralité de la controverse Bouvery/Pétetin, voir les archives numérisées : https://collections.bm-lyon.fr/BML_01PER0030214433?&query%5B%5D=parentId:BML_01PER00302066&withinQuery=type:issue&hitStart=46&sortAsc=date&hitTotal=131&hitPageSize=10&pageOrder=2#

L'Echo de la Fabrique n°46
Dimanche 9 septembre 1832

Joseph Bouvery, « Sur un article du *Nouvelliste* ».

« Le *Nouvelliste*, journal ministériel, dans un article en date du 19 août dernier, cherche un remède au malaise qui tourmente les masses ; il prétend que pour diminuer le nombre de bras qu'emploie l'industrie, il faut défricher les landes et les communaux qui couvrent un cinquième de la superficie du sol, et par ce moyen employer à ces défrichements l'excédent des populations industriels qui surabondent dans les villes manufacturières ; que, d'un autre côté, pour augmenter les salaires et en même temps livrer les produits manufacturés à bas prix à la consommation, il faut employer beaucoup de machines, et ne demander à l'homme que son intelligence en la payant cher. Je vais tâcher d'examiner si ces deux propositions résoudreient le problème (...)

D'un autre côté, croit-on détruire le mal en défrichant les landes et les communaux ? non, car c'est bien un moyen, mais ce n'en est qu'un, et le mal a pénétré trop profondément dans les entrailles du corps social, pour céder à l'emploi de ce seul moyen : d'ailleurs, il n'existe pas seulement dans le défaut de travail, mais il est encore autre part ; en rejetant dans les campagnes le trop-plein de nos populations industrielles, l'on s'expose à deux inconvénients plus funestes peut-être que ceux que l'on veut éviter. D'abord l'on appauvrira les cités et l'on fermera les débouchés intérieurs de cette industrie que l'on voudrait rendre si florissante à l'aide des machines ; ensuite l'on infectera les campagnes de ces vices, et de ces besoins des villes qui jusqu'à présent n'y ont que lentement pénétré, et, par ce moyen, en étendant la contagion l'on rendra la catastrophe plus inévitable, plus certaine, plus rapprochée et plus terrible.

Quant à l'argument tiré de l'emploi des machines pour produire à bon marché, je croirais que c'est une mauvaise plaisanterie, si je ne voyais cette assertion reproduite partout et sous toutes les formes. Je dois donc penser que c'est ma perspicacité qui est en défaut ; et dès-lors, je prierai les partisans de ce système de m'expliquer comment ils soutiendront une population immense dont tous les moyens d'existence consistent dans le travail, lorsqu'elle sera repoussée des ateliers qui n'emploieront que des machines, de sorte que dans telle manufacture qui autrefois donnait de l'occupation à mille ouvriers, et qui, en favorisant la consommation, faisait vivre dix mille individus ; maintenant qu'elle n'emploiera que des machines, elle n'aura plus de salaires à donner qu'à cinq ou six intelligences suffisantes pour mener toute l'affaire, et qu'elle payera cher, je le veux bien, mais moins cependant qu'elles ne valent, grâce à l'égoïsme. Qu'on me dise ce que l'on fera de ces mille ouvriers jetés incontinent sur le pavé et sans ressources : on leur dira de prendre patience ; et si la faim qui, de sa nature, n'est pas patiente, et qui de plus n'a pas d'oreilles, les pousse à crier un peu haut et à se mutiner, oh ! alors il y a cet argument irrésistible qu'on appelle *ultima ratio regum*. Soit... Cependant étaient-ils bien coupables, et était-ce là tout ce qu'on pouvait faire pour eux ? »

L'Echo de la Fabrique n°47
Dimanche 16 septembre 1832

Anselme Pétetin, rédacteur en chef du *Précurseur*, répond à Joseph Bouvery.
« Des machines dans l'industrie.

(...) La question de l'intervention des machines dans l'industrie a été agitée depuis longtemps sans amener une conviction générale de la vérité sur ce point capital de l'ordre économique. Une école philosophique qui a eu, selon moi, le tort immense de se faire secte religieuse, a, je crois, apporté une solution, sinon directe et précise, au moins générale de sa difficulté.

Il y a plus de vingt ans qu'un homme qui s'est fait un grand nom dans les sciences économiques, par sa persistance à professer l'idée voltairienne appliquée à l'industrie, M. J.-B. Say, l'avocat de la liberté illimitée du commerce, entama et soutint contre un écrivain d'un esprit singulièrement actif et original dans sa profondeur, M. de Sismondi, une polémique où toutes les bonnes raisons furent de part et d'autres produites à l'appui de deux thèses, et cependant le débat ne fut point alors terminé. (...)

Aurais-je l'air de faire un paradoxe en affirmant que les deux écoles ont raison ? Que M. de Sismondi disait vrai en avançant que les machines sont, dans l'état actuel des choses, un très grand malheur, et que M. Say n'avait pas tort en soutenant avec fermeté le droit d'invention dans l'industrie, comme une liberté sainte et inhérente à la nature de l'homme ? (...)

Il est clair que M. Bouvery a raison contre le gouvernement tel qu'on l'a entendu jusqu'ici. (...) Il est clair que tant qu'on ne verra le beau idéal de l'administration que dans je ne sais quel mysticisme représentatif, appuyé sur un équilibre fictif, le peuple, dénué d'une providence supérieure qui combine les éléments de progrès, devra craindre les inventions de machines, dont le premier résultat est un malaise auquel le pouvoir ne connaît d'autre remède que celui du canon.

Mais en serait-il de même, monsieur, si de véritables institutions électives permettaient à la capacité pauvre de prendre sa place dans les affaires publiques ? La question ne changerait-elle pas complètement, si nous avions la certitude que tout ce qui possède à la fois, capacité, moralité, activité, se trouve naturellement porté au pouvoir et dirige toutes les affaires du pays ? – Le *laissez-faire* ne se transformerait-il pas alors en une providence universelle de tous les intérêts ? Ne pourrions-nous pas compter que le gouvernement prendrait quelque soin de ces mille ouvriers devenus oisifs ?

Certes, c'est un grand malheur que cette population ainsi privée subitement du travail et du pain (...) mais pourtant ce malheur même n'est pas sans compensation (...) car si une machine nouvelle vient simplifier le travail au point de faire descendre à 5 sous le prix d'une paire de bas ou d'un habit, on ne peut nier que l'hiver prochain un plus grand nombre d'hommes seront à l'abri des atteintes du froid. On ne peut nier non plus que ceux qui achètent des bas et des habits à ce prix, seront obligés à un travail bien moins grand pour s'en procurer la valeur, et qu'ils pourront employer à d'autres nécessités, ou à des occupations intellectuelles, ou enfin au repos et au plaisir qui est aussi pour l'homme un besoin, le temps qu'ils auraient mis à se procurer les grosses sommes qu'il leur fallait autrefois pour se vêtir.

Ainsi, quand une machine nouvelle entre dans l'industrie, elle apporte une réelle amélioration à la société prise en masse ; mais il tombe sous le sens que les parties de la société qui profitent de cette amélioration, doivent assurer l'existence des travailleurs qu'elle prive de ressources. (...)

Si le gouvernement était vraiment la *personnification* (*mot illisible*) de la nation, il n'est pas douteux que les choses se passaient ainsi ; car dans ce centre des forces et des intérêts populaires, il y aurait des représentants de l'industrie déclinante, de la population souffrante qui réclameraient des autres membres de l'Etat des compensations pour les maux particuliers causés par l'intérêt général.

Dans ce cas, encore, l'intérêt du plus grand nombre veillerait à ce que les avantages produits par les machines nouvelles, ne se concentraient pas dans les mains d'un petit nombre de capitalistes privilégiés, tout en laissant cependant à l'inventeur les bénéfices légitimes de son industrie. (...)

Les avantages du perfectionnement des machines sont donc incontestables, aussi bien que leurs inconvénients ; et si l'on ajoute qu'il serait absurde et tyrannique d'arrêter sur ce point, comme sur tout autre, le développement du génie inventif de l'homme, on conclura qu'il ne reste aujourd'hui rien à faire qu'à pallier autant que possible les inconvénients, qui se résolvent en un seul, l'occupation des bras. – La question est donc d'occuper les bras que les nouvelles machines laissent oisifs. Ce serait là la véritable mission d'un gouvernement intelligent et moral ; ce sera, je l'espère, la tâche que se donneront les gouvernements de l'avenir, quand l'administration ne sera plus livrée aux *hommes de loisir*, comme dit le *Journal des Débats*, c'est-à-dire aux fainéants et aux incapables ; mais aux travailleurs reconnus capables par leurs concitoyens.

Maintenant, j'en conviens, l'invention d'une machine n'est qu'un malheur dont les compensations éloignées ne peuvent nous faire accepter les horribles résultats. (...)

Permettez-moi, Monsieur, de vous en rappeler un exemple pris dans une industrie que j'ai dû connaître dans tous ses détails, l'imprimerie.

Depuis quelques temps les machines anglaises de tirage, substituées aux presses à bras, excitaient les plaintes amères de cette partie nombreuse de la population ouvrière de Paris, qui vit de l'imprimerie. L'emploi de ces machines, en effet, était désastreuse pour les *pressiers*, car avec un homme et un enfant, elles faisaient le travail journalier de vingt ou trente bras. – La révolution de juillet éclata, et l'on se rappelle la part glorieuse qu'y prirent les ouvriers imprimeurs ; mais soit que le malaise jeté parmi eux par les mécaniques anglaises, fût porté à l'excès, soit qu'une partie de cette population eût mal compris le sens de la révolution à laquelle elle avait elle-même si honorablement coopéré, le calme ne fut pas plus tôt rétabli dans Paris après la victoire, que l'on vit éclater ces émeutes contre les machines qui donnèrent au gouvernement et à tous les bons citoyens de si vives inquiétudes. Des violences furent exercées contre des chefs d'imprimerie, des coalitions se formèrent, soit pour refuser le travail, soit pour briser violemment les machines (NB. Les journaux nous apprennent que ces coalitions se sont renouvelées cette semaine à Paris pour une autre branche de la même industrie.) – Eh bien ! monsieur, que fit le gouvernement ? Vous croyez qu'il chercha des moyens de travail pour cette foule inoccupée ? Il fit tout le contraire. (...) Aussitôt après la révolution (...) Une foule de journaux nouveaux se fondèrent, un grand nombre de jeunes ouvriers imprimeurs, pleins d'intelligence et d'activité, qui n'avaient pas eu assez d'argent pour acheter un brevet, s'établirent, et en quelques jours les travaux d'imprimerie doublèrent presque de produits. C'est qu'en effet un nouvel esprit public venait de naître en France, et qu'un besoin universel de mouvement intellectuel se faisait sentir jusqu'au fond des provinces les plus reculées. Mais cela ne plaisait guère aux doctrinaires qui alors déjà concevaient ce plan d'*amortissement* pour l'esprit public qu'ils ont depuis si bien exécuté. L'essor que prenait la presse les effrayait, et ils se hâtèrent de détruire les nouveaux journaux, en exigeant sans pitié, dans un délai de quelques jours, l'énorme cautionnement que voulait la loi de la restauration (120,000 fr.), en faisant, d'un autre côté, fermer les ateliers ouverts sans brevets. – C'est alors qu'éclatèrent les émeutes d'ouvriers dont j'ai parlé tout-à-l'heure.

Si le pouvoir eût laissé l'industrie de la presse prendre son développement naturel, tout se serait arrangé sans conflit et sans souffrances. Les jeunes imprimeurs qui n'avaient pas assez de capitaux pour faire fonctionner les presses anglaises, auraient employé les pressiers restés sans ouvrage, et leur travail personnel, leur intelligence, leur activité eût

compensé et au-delà l'économie que les grandes maisons trouvaient dans l'emploi de ces presses.

Pour obvier au malaise de l'industrie, il faut donc, premièrement, que le pouvoir se corrige de ses passions de parti, c'est-à-dire qu'il représente autre chose que des privilégiés (...) Il faut, en second lieu, qu'il devienne le résumé de tous les intérêts et de toutes les capacités du pays. – Alors, son rôle ne sera plus de défendre son personnel et de se mêler le moins possible aux véritables affaires du peuple ; mais de se placer hardiment à la tête de tout ce qui se fait ; de protéger les intérêts qu'une concurrence exagérée écrase tout-à-coup ; de pousser et d'activer les industries qui sont en retard, et qui ne fournissent pas à ceux qui en vivent les moyens de lutter contre la perfection des autres branches du travail ; de tenir, en un mot, constamment fixé sur tous les points du pays, un œil intelligent et plein de sollicitude pour toutes les existences, alors les machines ne seront plus un malheur, car on prendra soin de la génération d'ouvriers qu'elles laisseront sans travail ; alors les travailleurs n'afflueront pas tout-à-coup sans prévoyance sur une branche d'industrie, insuffisante pour tant de bras et tant de bouches ; alors Mulhouse, Rouen, Paris et Lyon ne seront pas dévorées par la concurrence illimitée et la surabondance de civilisation, tandis que les Landes et la Bretagne sont encore de véritables pays sauvages ; alors un système général de communications, de chemins de fer, de routes et de canaux, fertilisera le pays et fera circuler le sang et la vie d'un bout de la France à l'autre, du cœur aux extrémités, et des extrémités au cœur.

Tout cela, monsieur, se fera quand le gouvernement sera *peuple* et non pas *aristocrate* ; tout cela se fera quand le pouvoir n'aura d'autres intérêts que les intérêts des masses, d'autres passions que les sympathies nationales ; - quand M. Bouvery, par exemple, représentera la population ouvrière de Lyon, au lieu de M. Fulchiron. Jusque-là, les perfectionnements industriels seront de véritables malheurs : comme c'est un malheur pour un vieillard que de se trouver pour quelques jours la vigueur d'un jeune homme. »

L'Echo de la Fabrique n°48
Dimanche 23 septembre 1832

« Sur un article du Nouvelliste (suite), et réponse (de Joseph Bouvery) à M. Anselme Pétetin.

(...) Je suis parfaitement d'accord avec M. Pétetin, lorsqu'il affirme que le but unique de la politique et de l'économie sociale doit être l'amélioration du sort moral et matériel des travailleurs, seulement nous différons sur l'emploi des moyens pour y parvenir ; il veut changer les systèmes de gouvernement, et moi je voudrais changer les idées, parce que je pense que les choses sont plus fortes que les hommes, et que tout le problème à résoudre consiste à faire comprendre aux classes élevées de la société que cette amélioration est la condition *sine qua non* de leur bien-être et de leur repos futur (...)

L'école saint-simonienne a présenté un système qui, au premier aperçu, paraît avoir résolu la difficulté ; cependant, en y réfléchissant, il me paraît inapplicable, car il est fondé sur un sentiment dont l'existence ne me semble pas bien démontrée (NdR : l'esprit d'association). (...)

Je n'ai pas lu les ouvrages de MM. Say et de Sismondi, mais d'après la brillante analyse qu'en fait M. Pétetin, je soupçonne que ce spirituel publiciste penche pour l'opinion de M. de Sismondi, et, à mon avis, il a bien raison (...)

Tant que la sphère de développement des machines a été circonscrite dans le cercle étroit de trois ou quatre industries, il a été vrai de dire que le mal qu'elles produisaient ne pouvait entrer en considération avec les avantages qu'on en retirait : tant que cette autre machine à détruire les hommes que l'on nomme *la guerre* s'est chargée du soin d'absorber tous les bras inactifs, je conçois que l'on n'a pas dû s'effrayer beaucoup des résultats possibles, mais éloignés, de leur intervention, parce qu'alors les bras que l'invention d'une machine rendait oisifs dans une profession, trouvaient à s'occuper dans une autre, ou cherchaient dans l'armée un aliment à leur activité ; mais aujourd'hui qu'en nous démontrant son inconcevable puissance, la mécanique menace d'envahir sans exception toutes les professions et même l'agriculture, aujourd'hui que par suite de plus de bien-être, d'une meilleure alimentation, de la découverte de la vaccine, et peut-être aussi de la dissolution des mœurs, la population augmente d'une manière sensible, aujourd'hui que la guerre semble passée de mode : je m'étonne que des esprits élevés, des intelligences supérieures ne se préoccupent pas davantage des dangers que peuvent faire courir à la société une population de quinze à vingt millions de prolétaires poussés par la misère et le désespoir sur les places publiques de nos cités, et demandant à grands cris du travail ou la mort ! Croira-t-on les apaiser avec des souscriptions, des bals, des concerts ?... Non ! tout remède deviendra impossible. Alors, nous avons eu la révolution de l'orgueil, nous aurons la révolution de la faim !... (...)

M. Pétetin m'accuse de pousser à l'hyperbole, et pour preuve, il présente comme incontestables les avantages d'une machine qui permettrait de livrer au commerce un habit pour cinq sous, et de ce fait il déduit la conséquence que cet hiver un plus grand nombre d'hommes seront à l'abri des atteintes du froid. (...) et voici mon raisonnement : pour que cet habit puisse se livrer à cinq sous, il faut qu'il se soit fait tout seul à la mécanique ; drap, toile, (*mot illisible*), façon, etc., combien voilà-t-il de professions anéanties pour la seule confection d'un habit, et que deviendront les hommes qui exerçaient ces professions ? Ils en prendront d'autres dira-t-on ; et si les machines ont également pénétré dans les autres ? Oh, cela ne se fera pas dans un jour ; c'est vrai pour l'hiver prochain, mais dans dix ans, dans vingt ans cela ne sera plus vrai, et que fera-t-on alors ?

Maintenant, pour qu'il y ait plus d'hommes à l'abri du froid cet hiver que l'année passée, il faudra que celui qui achètera cet habit soit un de ceux de qui la modicité de son salaire n'a pas permis de le faire jusqu'à présent, et comment le fera-t-il si la rage du bon marché et de la concurrence a déjà réduit ce salaire au-dessous des premiers besoins de la vie, en attendant que l'intervention des machines vienne le lui enlever tout-à-fait ?

La conclusion de tout ceci est que l'on aura plongé dans la misère trente, quarante, cinquante mille individus, plus ou moins, pour l'unique plaisir de vendre un habit au prix de 25 centimes à un homme qui aura 25,000 fr. de revenu, et l'on appelle cela des avantages ! Moi j'appelle cela d'affreux malheurs. (...)

De tout ce que j'ai dit précédemment, il résulte qu'un malaise horrible tourmente la société ; que ce malaise prend sa source dans l'état précaire des travailleurs qui, en s'éclairant, s'aperçoivent que leur existence est chaque jour menacée de plus en plus, par la concurrence, l'intervention des machines et l'égoïsme, et qui s'agitent pour écarter d'eux ce cauchemar qui les écrase ; qu'il est urgent, indispensable, d'apporter au plus tôt un remède aux maux de cette classe d'hommes intéressants par leur utilité et

l'injustice dont ils sont victimes depuis la création, et redoutables par leur nombre et le mépris qu'ils font de la vie.

Quel est ce remède ? C'est là le problème à résoudre : M. Pétetin le trouve dans les institutions républicaines, et l'appel au pouvoir de toutes les capacités ; malgré toute l'estime que m'inspire son talent, je ne puis m'empêcher de dire que j'ai peu de foi en ce système, parce qu'il suppose les hommes tels qu'ils devraient être et non tels qu'ils sont, et que de plus le principe électif pris dans sa plus grande extension, ne me paraît pas le plus sûr pour faire ressortir les capacités, dans le plus grand nombre de cas l'intrigue y ayant plus de chances que le mérite. Que d'ailleurs un gouvernement composé de capacités sans fortune, se donnerait un air de tyrannie s'il voulait blesser les intérêts des classes riches au bénéfice des classes pauvres.

Le remède consiste donc à mon avis dans la nécessité bien sentie de la part des classes riches, de se dépouiller au profit des travailleurs d'une forte partie de leur superflu, non pour établir une taxe des pauvres comme en Angleterre, mais pour former des ateliers de travaux publics capables de recueillir tous les bras que l'industrie laisserait sans emploi. Ces ateliers seraient exclusivement employés à la confection des routes, chemins de fer, canaux, aux dessèchements des marais, défrichements des landes, exploitation des mines, à creuser et encaisser le lit des rivières, et généralement tous les travaux qui ne peuvent s'exécuter qu'à l'aide de grands capitaux et d'un grand nombre de bras. J'ignore quels obstacles invincibles s'opposeraient à la réalisation de ce système, car je l'ai envisagé sous tous les points de vue que mon intelligence a pu me fournir (...) »

« D'abord, je poserais en principe que la concurrence et l'emploi des machines étant des faits accomplis, il n'y a pas lieu à arrêter leur développement : mais quant à restreindre l'égoïsme, j'y emploierais tous mes efforts, et à cet effet, j'établirais également que tout homme qui travaille, a le droit d'exiger que son salaire suffise non seulement à ses besoins de première nécessité, mais encore à un peu de superflu pour qu'il l'emploie à volonté, soit dans les caisses d'épargne, soit si l'on veut à satisfaire quelques-uns de ces besoins factices, dont on lui fait un si grand crime, et qui pourtant sont inhérents à la civilisation actuelle et présentent l'avantage en lui procurant quelques jouissances, de favoriser la consommation et la circulation de l'argent.

Comme l'homme qui ne possède que ses bras, ne peut pas voir venir et lutter avec avantage contre celui qui marchandise son salaire, je dirais, nous avons des lois qui protègent le faible contre le fort ; serait-il impossible d'en faire qui protégeassent le pauvre contre le riche ? (...)

Mais, dira-t-on, vous vous plaignez que l'industrie n'emploie pas assez de bras, si vous voulez augmenter les salaires, elle en emploiera bien moins ; cela est vrai, du moins pour les commencements ; mais alors, il y a lieu à appliquer le système dont j'ai parlé plus haut, et je dis : il est de principe que chaque citoyen doit se dépouiller, au profit de l'Etat, d'une portion quelconque de son revenu, pour obtenir à ce prix la jouissance paisible de sa fortune, la tranquillité de sa vie, la sûreté de son foyer domestique (...) D'un autre côté, l'impôt est établi de manière à peser plus fortement sur le pauvre que sur le riche, ce qui n'est pas juste. D'après cela, je désirerais (...) que l'on établît l'impôt progressif de manière qu'un homme ne pût jamais posséder plus de cinquante mille francs de revenu. Je désirerais aussi que tout ce qui est revenu, proprement dit, tel que rente sur l'Etat, argent placé, rentes viagères ou à fonds perdu, appointements des fonctionnaires publics lorsqu'ils dépasseraient la somme annuelle de la journée de travail, fussent également imposés proportionnellement. (...) avec toutes ces ressources,

dis-je, ne serait-il pas possible au gouvernement d'établir dans chaque département des ateliers publics où chaque travailleur inoccupé serait reçu. Comme il ne s'agirait pas d'obtenir le plus de travail possible avec le moins d'argent possible, mais bien d'occuper d'une manière utile au pays, une multitude d'hommes que la misère et l'oisiveté pourraient rendre dangereux, le prix de la journée pourrait être, à peu de choses près, aussi élevé que celui fixé par le conseil de la commune où s'exécuteraient ces travaux. »

***L'Echo de la Fabrique* n°50**
Dimanche 7 octobre 1832

« Des machines dans l'industrie,
En réponse à M. Bouvery, par M. Anselme Pétetin

(...) Il me semble que les lecteurs verront en ceci, Monsieur, autre chose qu'une polémique personnelle : c'est une discussion dont le fond est de la plus haute importance et à laquelle les hommes éclairés et amis du progrès populaire ne peuvent rester indifférents. (...)

La question des machines en particulier, mérite d'autant plus cet examen solennel que sa solution renferme le sort futur de la civilisation industrielle. Entendue dans le sens que je lui donne, elle assure à la fois le repos et le progrès des classes laborieuses, elle prévient cette révolte de l'ignorance et de la faim, dont la France et l'Angleterre ont eu de si terribles exemples ; - Résolue dans le sens de M. Bouvery, elle laisse au sein des populations industrielles un germe de défiance et d'irritation, que le moindre perfectionnement mécanique, que des innovations nécessaires feraient certainement fermenter et grandir, jusqu'à d'horribles catastrophes.

Tels sont, en réalité, les deux termes de cette question. – Les machines sont-elles utiles ou nuisibles aux intérêts des masses ? – Si nous ne parvenons pas à démontrer qu'elles sont en thèse générale, non seulement utiles mais indispensables au bien-être des classes les plus nombreuses et les plus pauvres, et que les inévitables inconvénients qu'elles entraînent après elles proviennent uniquement des vices d'un gouvernement où toute l'influence est livrée aux oisifs, il est clair que le peuple devra se révolter contre toute machine nouvelle, et détruire par la force brutale cet instrument d'un intérêt égoïste qui vient affamer des cités entières. – La conséquence est horrible, mais rigoureuse. (...)

Quoi qu'il en soit, au point où en est la question, il me paraît qu'elle se divise en deux branches : la première toute industrielle, la seconde qui touche à la politique organique. – Je vais les examiner toutes deux. (...)

– Premièrement en recherchant ce que fait de bien ou de mal dans la société une machine nouvelle, sans compliquer la question des effets d'autres machines dans les différentes industries. En second lieu, de se placer tout d'un coup au point de vue extrême ; de se figurer la mécanique poussée à sa dernière perfection dans toutes les industries, et de se demander quel serait alors l'état de la société laborieuse. (...)

Qu'arrive-t-il quand une machine nouvelle s'introduit dans l'industrie ? (...) Il arrive, tout simplement, comme je l'ai dit dans ma première lettre, que la masse des consommateurs gagne toute la différence entre le prix ancien et le prix nouveau, établi par le perfectionnement mécanique. Il est vrai qu'une partie des travailleurs, précédemment occupés par cette industrie, retomberont à la charge de la société, jusqu'à ce qu'elle ait trouvé à les employer ailleurs, et c'est ici que l'idée des ateliers publics réclamés par M. Bouvery, doit recevoir son application.

Ce qu'il importe de constater, c'est l'avantage que la machine nouvelle apporte à la masse sociale : or , il est certain et M. Bouvery ne le nie pas, qu'il serait fort heureux pour tout le monde que le prix d'un habit fût réduit à cinq sous, car tous seraient par là garantis du froid, et tous auraient moins de travail et de fatigue pour se procurer ce vêtement, il resterait à tous plus de temps, soit pour se procurer d'autres éléments de bien-être, par exemple, les lumières intellectuelles, ou plus de loisir pour le repos et le plaisir qui, encore une fois, est aussi pour l'homme un besoin de première nécessité.

M. Bouvery est embarrassé de savoir comment les consommateurs se procureront même cette faible somme de cinq sous, si toutes les industries admettent les machines, et laissent ainsi sans emploi la majeure partie des bras. (...)

Cependant, si au lieu de suivre, à travers tant d'obstacles et d'obscurités, l'effet d'une machine sur une classe de travailleurs, puis d'une autre machine sur d'autres travailleurs, et enfin de mille machines sur mille industries et sur des millions de consommateurs ; si au lieu de s'engager dans cet abîme de chiffres et de fractions, on va droit au dernier résultat (...) Si l'on *totalise* la double influence dont nous les effets, on arrive à une proposition qui éclaircit tous les doutes et produit un dernier résultat, dont la frappante évidence doit convaincre tous les esprits. (*La suite au prochain numéro*) »

L'Echo de la Fabrique n°52
Dimanche 21 octobre 1832

« Des machines dans l'industrie,
en réponse à M. Bouvery, par M. Anselme Pétetin.

(Nous avons étudié les résultats isolés d'une machine dans la société, et nous avons trouvé que ces résultats sont incontestablement avantageux pour les producteurs et les consommateurs. Maintenant, en généralisant la question, voyons quels résultats compliqués produisent un nombre illimité de machines, dans un nombre illimité d'industries.)

Supposons donc la mécanique poussée à son plus haut point de perfection dans toutes les subdivisions de toutes les industries ; supposons, non des milliers de machines, mais une seule et complète machine qui résume toutes les autres, comme dans un mécanisme qui renferme une multitude de ressorts, tous les rouages se combinent pour produire un dernier et unique résultat.

Supposons une grande machine qui accomplisse par un seul moteur tout le travail industriel de la France ; qui, par exemple, laboure la terre, sème le blé, le récolte, le batte, le réduise en farine, pétrisse la pâte et cuise le pain ; qui en même temps file et tisse toutes les étoffes ; qui bâtit les maisons, imprime les livres, transporte les produits d'un lieu à un autre, qui, en un mot, ne laisse rien à faire au bras de l'homme de tous les travaux qui maintenant compose l'industrie.

Cette machine sera-t-elle un bien ou un mal pour la société ?

Je ne pense pas que la réponse puisse être douteuse. Il est évident qu'il y aura en dernière analyse plus de produits, c'est-à-dire plus de bien-être sans fatigue de production.

Or, toute la question des machines est résumée dans cette hypothèse. Nous marchons incessamment vers la réalisation de cette supposition, qui maintenant, peut-être, paraît absurde ; chaque perfectionnement mécanique est un pas vers ce résultat final. (...)

Mais il faut que le monde marche au travers de tous les intérêts égoïstes et de toutes les passions particulière, il faut que le progrès arrive malgré les clameurs, malgré les sanglots et les pleurs des individus ou des castes ; il faut que dans l'industrie comme dans la politique, le génie humain suive son instinct de perfectionnement et continue cette route où nous le voyons cheminer le long des siècles et des générations, et dont le but ignoré le tourmente à toute heure d'un vague besoin de mouvement.

La véritable et difficile question est donc de créer cette puissance centrale et protectrice qui règle tous les progrès et adoucisse toutes les souffrances. C'est d'empêcher que les améliorations tournent au profit exclusif de quelques individus ; c'est de prohiber, sans violer aucun *droit*, la concentration des capitaux dans un petit nombre de mains ; c'est de veiller à ce que les produits soient répartis avec équité, entre tous les membres de la famille sociale. – On peut, en effet, par la supposition que nous avons admise tout-à-l'heure, s'assurer de la nécessité de cette loi de répartition dont j'ai parlé dans ma première lettre. Que la *machine universelle* fût la propriété d'un seul individu, il est clair que cet homme serait le maître absolu du pays et exercerait sur la population tout entière un droit positif de vie et de mort. Eh bien ! dans les détails de l'industrie actuelle, ce droit exorbitant se réalise pour les grands capitalistes, et nous l'avons bien vu lorsqu'après la révolution de 1830, il prit fantaisie aux millionnaires carlistes d'affamer la France en retirant immédiatement leur argent de la circulation, pour forcer le peuple à désirer le retour de l'enfant du miracle et à crier *Vive Henri V* dans les angoisses de la faim. – Belle spéculation, sans doute ! Pleine de moralité et d'humanité et bien digne des mitrailleurs de juillet !

Ainsi, c'est toujours au point de vue politique qu'il faut revenir pour juger la question tout entière, et je ne comprends pas la répugnance de M. Bouvery à s'y placer franchement. (...)

Il n'y a que les partisans d'un fatalisme aveugle qui puissent admettre que *les choses sont plus fortes que les hommes*. Je ne connais rien qui ne puisse être modifié par les forces humaines unies dans une commune conviction ; je ne crois pas que les *choses* puissent être changées si l'on ne change pas d'abord les idées. Pour quiconque admet le progrès paisible et renie les violences des minorités, (et assurément c'est là le sentiment de M. Bouvery aussi bien que le mien), il n'y a qu'une manière d'arriver à une organisation nouvelle, c'est de convaincre la majorité de l'excellence de cette organisation, c'est de s'aider de l'assentiment universel. Quand l'impôt progressif sera compris de tout le monde, quand son équité sera sentie par la majorité, l'impôt progressif sera établi. (...)

Je suis loin de penser, certes, que tous les riches soient des hommes durs, haineux et cupides ; qu'ils spéculent tous sur la misère des pauvres, qu'ils se réjouissent des maux du peuple, et ne cherchent qu'à exploiter ses souffrances. (...) Mais je crois à la nature des choses ; je crois à la vitalité des principes ; je crois qu'un principe aristocratique ne se suicide pas plus qu'un principe démocratique ; je crois à la logique des intérêts ; je crois surtout à l'énergie des intérêts de caste ; je crois qu'il est niais de demander à une classe d'abdiquer ses avantages sociaux ; je crois qu'il faut l'y forcer, qu'il faut, par la discussion, gagner peu à peu du terrain sur elle et l'obliger à laisser le champ libre aux intérêts, aux principes nouveaux. (...)

Dès qu'il a été constaté que des intérêts classés dans la société sont distincts, il faut qu'ils soient hostiles ; dès qu'ils sont hostiles, ils doivent se combattre jusqu'à ce que l'un ou l'autre succombe ; et celui qui doit succomber c'est celui du petit nombre, c'est le principe d'exception et de privilège que l'histoire nous montre déclinant toujours, depuis l'esclavage antique et le servage féodal, jusqu'au prolétariat contemporain. – Mais ne demandez pas à une aristocratie de s'abdiquer elle-même et de se suicider par

peur du combat ; ce serait lui demander plus qu'elle ne peut faire, car elle n'existerait déjà plus, si elle était ainsi résignée d'avance à mourir. – Il faut qu'un principe, c'est-à-dire une classe, croie à son éternité, et qu'il agisse ainsi en conséquence. (...)

Il faut qu'un prolétaire, et non pas un propriétaire, représente les prolétaires ; qu'un travailleur, et non pas un oisif, représente les travailleurs ; il faut qu'un canut, et non pas un parisien millionnaire, ou un vaudevilliste millionnaire, ou un traducteur d'Homère, représente les canuts. – Quand il en sera ainsi, Monsieur, l'immense voix du peuple, saura bien se faire entendre, et dire ce que le peuple veut, ce que le peuple pense, ce que le peuple aime et ce qu'il hait, ce qu'il respecte et ce qu'il méprise. »

L'Echo de la Fabrique n°54
Dimanche 4 novembre 1832

« Un dernier mot de Joseph Bouvery à M. Anselme Pétetin,
Sur la question des machines.

M. Pétetin persiste dans son opinion, et pour appuyer son raisonnement, il développe la supposition d'une machine qui accomplirait tout le travail industriel de la France, et il demande si cette machine serait un bien ou un mal pour la société : à cela, je n'ai qu'un mot à répondre, je ne suis pas l'adversaire des machines en ce sens qu'elles diminuent le labeur et les fatigues de l'homme, cela serait absurde, et je pensais avoir été mieux compris, mais j'ai dit : si les moyens d'existence des neuf dixièmes de la population se composent de salaires, comment nourrira-t-on ces vingt ou vingt-cinq millions d'individus lorsque, grâce aux machines, il n'y aura plus de salaires ? D'un autre côté, comment empêcher, sans violer aucun droit, que la machine industrielle devienne la propriété d'un seul individu ? C'est là l'unique problème à résoudre. (...) Dans l'hypothèse de la machine universelle de M. Pétetin, que fera-t-on pour nourrir les prolétaires augmentés de toutes les petites existences qui ne vivent que par eux ? Etablira-t-on la loi agraire ? Admettra-t-on le système saint-simonien, qui concentre dans une seule main toutes les propriétés de l'état ? Fera-t-on une taxe des pauvres ou tuera-t-on tous ceux qui ne sont pas propriétaires ? Dans mon intelligence obtuse je ne vois que ces quatre moyens en dehors de celui que j'ai proposé (...)

En résumé, toute cette polémique déjà trop longue, se réduit à savoir comment on pourvoira à la subsistance des pauvres, lorsque l'extension des machines aura détruit tous les salaires ; attendra-t-on l'éruption du volcan ou lui préparera-t-on une issue régulière ? et qu'elle sera-t-elle ? Que l'on veuille bien répondre à cette question d'une manière positive et péremptoire, et je changerai d'opinion ; mais jusque-là je n'enverrai pas la raison. (...) »

L'Echo de la Fabrique n°56
Dimanche 18 novembre 1832

Dernière réponse de Anselme Pétetin, rédacteur en chef du *Précurseur*, à Joseph Bouvery.

« M. Bouvery dans le dernier mot qu'il m'adresse sur la question des machines (*Echo* du 4 novembre), a touché précisément le point délicat et essentiel de la matière. (...)

M. Bouvery adopte en effet la supposition que j'ai prise d'une machine universelle accomplissant tout le travail industriel d'une société quelconque, et il avoue que cette machine serait un bien pour tout le monde, si elle était exploitée au profit de tout le monde, et non pas monopolisée par un seul individu.

Mais comme j'ai dit : que dans les mesures à prendre pour prévenir ce monopole, *il ne faut attenter à aucun droit*, M. Bouvery me demande s'il sera possible de respecter cette condition, et si le droit de propriété n'est pas déjà compromis par la position de la question. (...)

Le *droit de propriété* n'est pas tel que la société ne puisse le modifier quand elle le juge convenable, quand la civilisation le demande pour faire un pas nouveau dans la voie du perfectionnement matériel et moral du plus grand nombre. (...)

Le droit de propriété n'est, en réalité qu'un *droit d'usufruit*, et ce droit même n'est pas *absolu*, comme je vais le démontrer. La loi, et une loi qui pourrait être faite demain, si la majorité des intelligences était représentée dans l'état, le modifierait sans que personne eût rien à dire. (...)

La loi sur l'expropriation, pour cause d'utilité publique, que l'industrie réclame à grands cris, et que le ministère sera certainement forcé de présenter dans le cours de la prochaine session, démontrera cette vérité d'une façon irrécusable.

Non seulement l'objet, le *fond* de la propriété n'est pas à l'individu, mais encore, et c'est là une conséquence directe du premier fait, l'usufruit, le revenu lui-même est soumis à toutes les conditions qu'il plaît à la société d'imposer au propriétaire. (...)

Je crois que M. Bouvery n'a pas étudié d'assez près ce qu'on appelle le droit de propriété. Ce droit n'est rien qu'une garantie donnée par le plus grand nombre à l'individu, afin de protéger *la chose* contre les violences particulières. Mais ce n'est pas une renonciation de la société à la *propriété absolue*, d'objets qu'elle ne fait que *prêter* aux individus, pour en user suivant les conditions qu'elle leur impose à présent, ou qu'elle voudra leur imposer dans l'avenir.

Cela suffit pour faire voir qu'il sera très facile d'empêcher le monopole des machines entre les mains des capitalistes. Quand les capitalistes n'auront pas de privilège exclusif de faire les lois et d'organiser la société à leur profit ; quand les masses seront représentées et que l'état sera, comme je l'ai dit, le résumé, la personnification des intérêts et des droits de tous, et particulièrement de ce droit de vivre, en travaillant, que chacun apporte en naissant ; et qui a réclamé avec une si déplorable énergie sa place dans nos lois, dans des jours dont Lyon célébrera bientôt, Monsieur, le funèbre anniversaire. (...)

Si le progrès était ce que prétend M. Bouvery, il faudrait avouer que tous les hommes généreux qui ont vécu et qui sont morts pour le développement de la liberté ; que tous ceux qui travaillent aujourd'hui pour l'amélioration des masses populaires ; que vous, Monsieur, qui plaidez avec tant d'ardeur pour l'émancipation des prolétaires ; que M. Bouvery lui-même, qui a si je ne me trompe, déployé quelque zèle au service de cette cause sacrée ; que nous tous, enfin, qui trouvons le passé mauvais, et souhaitons un meilleur avenir, nous sommes de grands misérables ou de grands fous.

Il faudrait se hâter de briser l'œuvre si pénible et si longue de la révolution de 89, et retourner aux temps féodaux, aux siècles de l'esclavage romain. (...)
Le présent, Monsieur, vaut mieux que le passé ; - l'avenir vaudra mieux que le présent.
(...) »